



Conseil de  
l'Union européenne

Bruxelles, le 23 septembre 2015  
(OR. en)

12079/15

SOC 520  
EMPL 341  
ECOFIN 722  
POLGEN 139

#### NOTE

---

Origine:	Comité de la protection sociale
Destinataire:	Comité des représentants permanents (1re partie)/Conseil (EPSCO)
Objet:	Rapport 2015 du Comité de la protection sociale sur les réformes de la politique sociale récemment mises en œuvre: contribution à l'examen annuel de la croissance 2016
	- Approbation des messages clés

---

Les délégations trouveront ci-joint les messages clés du rapport visé en objet, mis au point par le Comité de la protection sociale le 17 septembre 2015, en vue de leur approbation par le Conseil (EPSCO) lors de sa session du 5 octobre 2015.

Le rapport complet figure dans le document 12079/15 ADD 1.

---

# Évaluation des réformes de la politique sociale récemment mises en œuvre

## *Rapport 2015 du Comité de la protection sociale*

### Messages clés

1. L'évaluation annuelle des réformes de la protection sociale dans les États membres de l'Union européenne réalisée par le Comité de la protection sociale et couvrant la période 2014-2015 montre l'ampleur des efforts de réforme menés dans les États membres.
2. Les taux importants de chômage et de chômage de longue durée, les niveaux élevés de pauvreté et l'accroissement des inégalités témoignent des répercussions à long terme de la crise dans l'UE. D'une manière générale, plus de 24 % de la population totale de l'UE était exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2013 et l'Europe accuse du retard dans la réalisation de son objectif d'inclusion sociale à l'horizon 2020.
3. Dans ce contexte, les États membres continuent de poursuivre d'ambitieux programmes de réforme dans le domaine de la protection sociale en vue de moderniser leurs systèmes de protection sociale, afin de relever les défis actuels. Ces réformes contribuent à donner aux citoyens la possibilité de retourner ou de rester sur le marché du travail tout en leur garantissant les niveaux de protection nécessaires contre les risques économiques et sociaux - tels que la perte d'emploi ou de revenus ou les problèmes de santé -, ainsi qu'un soutien efficace lors d'une transition entre l'enseignement, l'inactivité ou le chômage, la vie professionnelle ou la retraite.
4. Les réformes visent principalement à assurer l'adéquation des aides au revenu et à lier les prestations aux mesures d'activation en vue de faciliter l'accès des personnes au marché du travail et leur inclusion sociale. Elles devraient prévoir des niveaux d'aides au revenu suffisants, y compris les allocations de chômage et l'assistance sociale, ainsi qu'une utilisation et une couverture adéquates de ces aides. Les prestations versées aux personnes en âge de travailler devraient être liées à des mesures d'activation et à l'accès à des services de qualité selon une approche intégrée, dans le cadre d'une politique d'inclusion active globale en vue de prévenir et de réduire le niveau et le degré de pauvreté et d'augmenter l'efficacité et l'efficience des dépenses sociales.

5. Compte tenu des répercussions de la crise sur les familles en âge de travailler et de l'augmentation de la pauvreté des enfants qui y est liée, plusieurs États membres ont renforcé les mesures d'aide au revenu et l'accès aux services pour les familles avec enfants. L'importance de l'éducation et de l'accueil des jeunes enfants est de plus en plus reconnue dans l'ensemble de l'UE, ce qui est confirmé par le fait que, malgré la profonde récession, un grand nombre d'États membres ont réussi à améliorer, voire à accroître, leurs capacités de garde d'enfants âgés de moins de trois ans. Par ailleurs, certains États membres ont transformé certains de leurs services universels en services ciblés, parfois en raison de contraintes budgétaires. Si l'on veut réduire la pauvreté des enfants et briser le cycle de la pauvreté transgénérationnelle, il faut investir à un stade précoce dans des stratégies intégrées qui conjuguent prévention et soutien. L'investissement dans l'éducation, et en particulier dans l'éducation et l'accueil des jeunes enfants, joue un rôle fondamental pour développer les compétences cognitives et sociales des enfants et leur offrir des perspectives d'une vie adulte meilleure.
6. Les politiques du logement doivent promouvoir la réduction du sans-abrisme et de l'exclusion liée au logement par des allocations de logement ciblées, des programmes de logements sociaux et de logements locatifs abordables, ainsi que par la rénovation de parcs de logements en vue d'une amélioration de leur efficacité énergétique. La lutte contre le sans-abrisme nécessite d'abandonner progressivement la gestion des crises dans l'urgence au profit de solutions durables.
7. Les personnes handicapées, les personnes issues de l'immigration et les minorités ethniques, notamment les Roms, sont défavorisées à de multiples égards en ce qui concerne leur participation au marché de l'emploi et à la société. Un accès à l'emploi insuffisant constituant un obstacle majeur à l'inclusion sociale, il convient que les politiques des États membres poursuivent et appuient d'une manière générale les mesures de soutien pour accéder au marché du travail, telles que les mesures de réadaptation professionnelle et les mesures actives en faveur du marché de l'emploi, complétées par des services sociaux ciblés (conjointement avec des services de réadaptation physique et des services éducatifs, si nécessaire).

8. La nécessité de mieux adapter les règles d'admissibilité et les pratiques en matière de retraite au vieillissement de la population et à la crise économique ont fait des retraites l'un des domaines d'action qui a connu le plus grand nombre de réformes dans les États membres de l'UE au cours des dernières années. Le relèvement de l'âge effectif de départ à la retraite constitue une priorité pour tous les États membres. Des efforts importants ont été consacrés à limiter les possibilités de retraite anticipée, entre autres en révisant les conditions d'accès aux pensions d'invalidité et en réformant les régimes d'incapacité de travail, afin de favoriser la participation au marché du travail et l'accumulation de droits à pension. S'il est nécessaire de réformer les retraites du secteur public pour éviter que les effets du vieillissement de la population ne mettent en péril la stabilité des finances publiques, le risque que des efforts plus importants soient nécessaires pour assurer l'adéquation des retraites futures et pour réduire l'écart de retraite entre les hommes et les femmes suscite des préoccupations croissantes. Le rapport de 2015 du Comité de la protection sociale sur l'adéquation des retraites fournit une analyse approfondie des moyens de répondre aux préoccupations liées à l'adéquation dans les politiques relatives aux retraites. En outre, il convient de mettre en place des mesures incitant les employeurs à recruter et à conserver les travailleurs âgés. Les politiques concernant le marché du travail devraient être plus inclusives et se traduire par de meilleurs taux d'emploi pour toutes les personnes en âge de travailler, notamment les jeunes, les femmes et les travailleurs âgés. Les États membres de l'UE devraient envisager des mesures appropriées pour prolonger la vie active dans des emplois de qualité, augmenter l'âge effectif de départ à la retraite et garantir des retraites adéquates à l'avenir.
9. Les États membres devraient maintenir leur engagement de fournir un accès universel à des soins de santé de qualité et s'employer à réduire les inégalités en matière de santé. Il convient de s'attaquer aux obstacles auxquels sont confrontés les plus vulnérables pour satisfaire leurs besoins en soins, notamment le coût et le manque d'informations. Une utilisation plus efficace des ressources, notamment par des incitations appropriées à l'intention des utilisateurs et des prestataires de soins, une bonne gouvernance et une coordination adaptée entre les différents niveaux et services des systèmes de soins de santé, ainsi qu'une plus grande attention portée à la prévention, sont également nécessaires. Garantir l'accessibilité, la qualité et la pérennité des systèmes de santé peut nécessiter un renforcement de la promotion de la santé et de la prévention des maladies dans tous les secteurs pertinents, tout en améliorant également l'intégration des soins de santé, en développant les soins de santé essentiels et le diagnostic précoce, en optimisant le recours aux spécialistes et les soins hospitaliers et en veillant à disposer de personnels adéquats et qualifiés dans le secteur de la santé.

10. Au cours des prochaines décennies, des défis majeurs se poseront en ce qui concerne les soins de longue durée, comme l'accroissement de la demande, des contraintes en termes de ressources budgétaires et humaines ainsi que des attentes croissantes quant à la qualité des soins. De nombreux États membres ne pourront répondre à la demande croissante en soins efficaces, adaptés et de bonne qualité que s'ils parviennent à réformer leurs systèmes de soins de longue durée. Il est important que les réformes n'aillent pas à l'encontre de l'objectif de garantir un accès approprié à des soins de longue durée adéquats, abordables et de qualité. La garantie de soins de qualité, adaptés et centrés sur le patient fait une véritable différence dans la qualité des soins de longue durée pour les utilisateurs et protège leur dignité.
11. Compte tenu de ce qui précède, le Comité de la protection sociale met en exergue les priorités ci-après en matière de protection sociale, qui devraient orienter les travaux préparatoires en vue de l'examen annuel de la croissance 2016:
- *Les réformes en cours et à venir dans le domaine de la protection sociale devraient viser à améliorer constamment les résultats en matière sociale.*
  - *La modernisation des systèmes de protection sociale devrait garantir, conformément aux principes d'inclusion active et d'investissement social, des niveaux adéquats de protection sociale tout au long de la vie, tout en liant, le cas échéant, les prestations aux services d'activation et de soutien et en préservant les incitations au travail. Il convient d'offrir des mesures de soutien ciblées aux catégories particulièrement exposées au risque de pauvreté et d'exclusion sociale.*
  - *Les politiques visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale requièrent des stratégies intégrées combinant une aide financière aux personnes, une réglementation efficace et des services sociaux de qualité, tels que le logement, l'éducation, l'emploi, les soins de santé et d'autres services pertinents.*
  - *Garantir l'accès à des services d'éducation et d'accueil des jeunes enfants qui soient abordables et de qualité est essentiel pour le développement des compétences cognitives et sociales des enfants et permettra d'améliorer leurs perspectives d'une vie adulte meilleure. En outre, parallèlement à l'accès à des soins de longue durée abordables, cela est indispensable pour supprimer les obstacles à la participation au marché du travail, en particulier pour les femmes.*

- *Les régimes de retraite devraient continuer à ajuster l'équilibre entre le nombre d'années passées au travail et le nombre d'années à la retraite, de façon à pouvoir assurer, de manière durable, des revenus adéquats aux personnes durant leur vieillesse. Les réformes des retraites doivent s'appuyer sur des stratégies globales de vieillissement actif permettant aux hommes et aux femmes de rester plus longtemps actifs dans des emplois de qualité et les encourageant en ce sens, moyennant des garanties appropriées et des services sociaux accessibles avant leur départ à la retraite.*
- *Pour que les retraites soient viables et suffisantes dans le futur, il est essentiel aujourd'hui de diminuer le chômage des jeunes, de lutter contre les inégalités entre les sexes sur le marché du travail et contre les conditions de travail précaires, ainsi que d'inciter les travailleurs à ne pas quitter prématurément le marché du travail. Un ensemble complet de mesures permettra de combler les disparités en matière de retraites entre les hommes et les femmes. Les politiques encourageant l'épargne complémentaire pour la retraite, dans des conditions avantageuses et en toute sécurité, constitueraient également dans la plupart des États membres une partie importante de la combinaison de mesures qui s'imposent pour assurer l'adéquation future des retraites.*
- *Étant entendu que la fourniture et l'organisation des services de santé et des soins médicaux relèvent de la compétence nationale des États membres, les efforts politiques doivent assurer un accès universel à des soins de santé de haute qualité, c'est-à-dire l'égalité d'accès aux services de santé tant au niveau individuel que collectif, et avoir pour objectif de réduire les inégalités en matière de santé. Les réformes dans le domaine de la santé devraient viser à utiliser les ressources et les innovations disponibles de manière optimale dans le but d'améliorer l'efficacité des services de santé, notamment en luttant contre les facteurs de risque et les déterminants de la santé. À cette fin, les États membres peuvent réexaminer tant le financement du système que son efficacité pour améliorer la santé de la population et ils peuvent également améliorer la performance globale des systèmes de santé.*
- *Les réformes destinées à assurer la viabilité des soins de longue durée devraient permettre d'assurer parallèlement un accès approprié à des soins de longue durée adéquats, abordables et de qualité. Dans cette optique, il se pourrait que les États membres doivent passer d'une approche essentiellement réactive à une approche de plus en plus anticipative, qui tende, d'une part, à prévenir la perte d'autonomie et à réduire ainsi le besoin de services de soins de longue durée et, d'autre part, à développer l'offre de soins de longue durée efficaces et de qualité, intégrant les éléments de santé et d'aide sociale des services de soins de longue durée.*